

# Musharraf désigne son successeur à la tête de l'armée pakistanaise

mercredi 3 octobre 2007, par [CHIPAUX Françoise](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2007).

## Sommaire

- [Le gouvernement pakistanais](#)
- [Quinze morts dans un attentat-](#)

## ISLAMABAD CORRESPONDANTE

A 9 heures par e-mail, recevez les titres du journal à paraître l'après-midi.

Alors que les grandes manœuvres politiques s'intensifient au Pakistan à la veille du scrutin présidentiel prévu le 6 octobre et qui devrait permettre la réélection pour cinq ans du général-président Pervez Musharraf. Pour appuyer la promesse faite à la Cour suprême de renoncer, « s'il est élu », à son poste de chef de l'armée, le général Musharraf a nommé, mardi 2 octobre, l'ex-chef de l'Inter Services Intelligence (ISI, services de renseignement), le général Ashfaq Parvez Kiani, comme vice-chef de l'armée avec, selon le communiqué officiel, l'assurance que ce dernier lui succédera quand il renoncera à son poste.

Pour, d'autre part, faciliter un arrangement de dernière minute avec l'ex-premier ministre Benazir Bhutto, souhaité avec de plus en plus d'insistance par les Etats-Unis, le général Musharraf, selon le ministre de l'information Tariq Azim, s'apprête à publier une ordonnance qui garantirait l'amnistie pour tous les cas de corruption et blanchiment d'argent reprochés à M<sup>me</sup> Bhutto et son mari Asif Zardari. Faute pour M<sup>me</sup> Bhutto qui l'exigeait, l'ordonnance s'appliquerait toutefois à tous les politiciens dont les cas sont en suspens.

De son côté, l'opposition tente d'ultimes parades. Mardi, 85 députés de l'Assemblée nationale, soit un quart de la Chambre, ont démissionné, une proportion similaire d'élus a fait de même dans les assemblées provinciales. Le Parlement fédéral et les quatre assemblées provinciales constituent au Pakistan le collège électoral pour l'élection du président, qui peut avoir lieu à la majorité simple.

Ces démissions ne remettent pas en cause la probable réélection du président Musharraf, mais jettent une ombre sur sa légitimité. Deux des candidats à la présidence ont, d'autre part, saisi la Cour suprême, contestant la validation de la candidature du général par la commission électorale et demandant à la Cour de surseoir au scrutin. Le Parti du peuple du Pakistan (PPP) de M<sup>me</sup> Bhutto, qui mesure l'effet négatif de ses pourparlers avec le régime Musharraf, a répondu avec prudence à l'annonce de la possible amnistie, soulignant que le gouvernement n'avait toujours pas répondu à une autre exigence de M<sup>me</sup> Bhutto : pouvoir occuper les fonctions de premier ministre pour une troisième fois.

La nomination, mardi, du général Kiani, qui a été par le passé vice-chef d'état-major particulier de Benazir Bhutto quand celle-ci dirigeait le gouvernement, et qui a participé aux négociations pour un partage de pouvoir avec le général Musharraf, est également un signe positif pour M<sup>me</sup> Bhutto, dont le retour au Pakistan est prévu le 18 octobre.

Le général Kiani a été, jusqu'à maintenant, un fidèle du président Musharraf, qui lui avait confié les enquêtes sur les deux tentatives d'assassinat contre lui en 2003. Chef de l'ISI de 2004 jusqu'au mois de septembre, le général Kiani était considéré comme l'officier le plus compétent pour prendre la tête de l'armée à un moment où celle-ci, durement secouée dans les zones tribales, a grand besoin d'un chef à plein temps.

**Françoise Chipaux**

Article paru dans l'édition du 04.10.07.

LE MONDE | 03.10.07 | 14h51

---

## **Le gouvernement pakistanais prêt à amnistier Benazir Bhutto**

Le gouvernement pakistanais est prêt à lever les poursuites engagées à l'encontre de l'ex-premier ministre Benazir Bhutto, a annoncé, mardi 2 octobre, le ministre des chemins de fer Rashid Ahmed. Le ministre s'exprimait à la sortie d'une réunion du cabinet pakistanais, et a évoqué un « *accord de principe* » entre les membres du gouvernement. Selon des sources gouvernementales, le président Pervez Musharraf était sur le point, mardi, d'émettre une ordonnance sur l'abandon des poursuites.

Cette décision, si elle venait à être confirmée, ouvre à la voie à l'amnistie de M<sup>me</sup> Bhutto, première et unique femme à diriger la République islamique du Pakistan, de 1988 à 1990 et de 1993 à 1997. Elle vit en exil depuis 1999, date à laquelle elle a été accusée par le gouvernement de Nawaz Sharif, avec son époux et des proches, de corruption, des accusations qu'elle considère comme infondées et purement « politiques ».

### **ACCORD DE PARTAGE DU POUVOIR AVEC MUSHARRAF**

Depuis juillet, Benazir Bhutto négocie avec M. Musharraf un accord qui lui permettrait de redevenir premier ministre à l'issue des législatives prévues pour début 2008. Le général Musharraf, qui a pris le pouvoir par un coup d'Etat sans effusion de sang, resterait le président. Mais ces négociations piétinaient jusqu'alors et M<sup>me</sup> Bhutto a annoncé son retour au Pakistan le 18 octobre, quoi qu'il arrive, pour emmener son parti, l'influent Parti du peuple pakistanais (PPP) aux législatives.

M. Musharraf, qui brigue un nouveau mandat, samedi, lors de l'élection présidentielle, devrait être réélu sans difficulté, dans un scrutin au suffrage indirect où le Parlement et les assemblées provinciales lui sont largement acquises. En revanche, M. Musharraf, de plus en plus contesté et impopulaire, pourrait perdre de facto le pouvoir si son parti, la Ligue musulmane du Pakistan (PML), ne remporte pas à lui seul la majorité aux législatives ou ne s'allie pas avec le PPP.

LEMONDE.FR avec AFP, Reuters et AP | 02.10.07 | 15h28 • Mis à jour le 02.10.07 | 15h28

---

## **Quinze morts dans un attentat-suicide au Pakistan**

Onze civils, dont le kamikaze, et quatre policiers ont été tués, lundi 1<sup>er</sup> octobre, dans un attentat-suicide à Bannu, dans le nord-ouest du Pakistan. C'est la dernière d'une série d'attaques perpétrées pour la plupart dans ces zones tribales frontalières de l'Afghanistan, et imputées à des fondamentalistes musulmans proches des talibans afghans et d'Al-Qaida.

Un officier de police a indiqué que c'est le conducteur ou la passagère, revêtue d'une burqa, d'un rickshaw, petit véhicule à moteur à trois roues, qui aurait actionné la bombe, très puissante. Selon un responsable de la police, la déflagration s'est produite près d'un arrêt de bus, et a également fait 22 blessés. Au moins sept d'entre eux sont dans un état critique, a précisé un responsable de l'hôpital de la province.

Le général Waheed Arshad a démenti que cet attentat visait un convoi militaire, alors que ce sont souvent les forces de sécurité, chargées de combattre les insurgés islamistes, qui sont la cible des attaques. Mais des témoins ont assuré que l'explosion s'est produite juste après le passage d'un convoi militaire, et à proximité d'un poste de police.

LEMONDE.FR avec Reuters, AP et AFP | 01.10.07 | 08h10 • Mis à jour le 01.10.07 | 08h26